

Ce formulaire vous permet de demander une allocation suite au décès de votre enfant de moins de 25 ans.
Si vous êtes déjà allocataire auprès de la Caf ou de la MSA, il est inutile de compléter cette demande.

Attention : cette allocation n'est pas cumulable avec le capital décès auquel vous pourriez prétendre si votre enfant était âgé de 16 à 25 ans.
Votre Caf ou votre MSA se rapprochera de vous pour vous informer sur le choix possible entre ces deux prestations.
Vous devez compléter l'ensemble des documents que vous venez de télécharger.

Demander

Monsieur Madame

Nom de famille (de naissance) :

Nom d'usage (facultatif) :

Prénoms (dans l'ordre de l'état civil) :

Votre date de naissance :

Ville de naissance : département

ou pays (si né hors de France) :

Nationalité : Française Ue, EEE* ou Suisse Autre

N° de sécurité sociale :

Organisme(s) autre(s) que Caf et MSA
qui vous versent des prestations :

Date d'entrée en France si vous résidez à l'étranger :

* Cf. liste des pays en page 4

Conjoint(e), concubin(e) ou pacsé(e)

Monsieur Madame

Nom de famille (de naissance) :

Nom d'usage (facultatif) :

Prénoms (dans l'ordre de l'état civil) :

Votre date de naissance :

Ville de naissance : département

ou pays (si né hors de France) :

Nationalité : Française Ue, EEE* ou Suisse Autre

N° de sécurité sociale :

Organisme(s) autre(s) que Caf et MSA
qui vous versent des prestations :

Date d'entrée en France si vous résidez à l'étranger :

* Cf. liste des pays en page 4

Enfant décédé âgé de moins de 25 ans

Nom et prénom	Date et lieu ou pays de naissance	Date de décès	
•	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	Nous vous proposons un accompagnement personnalisé, notamment dans la réalisation de vos démarches. Acceptez-vous qu'un travailleur social vous contacte pour vous proposer ce service ? <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
•	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	
•	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	

Autre enfant à votre charge

Nom et prénom	Date et lieu ou pays de naissance	Date d'arrivée si différente date de naissance	situation actuelle (Scolarité, apprentissage, activité professionnelle* ...)	Enfant résidant à l'étranger	Enfant en résidence alternée
•	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
•	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
•	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

* Si l'enfant est salarié ou apprenti, précisez son dernier salaire net mensuel.

S XXXXXX

Emplacement réservé

Date de la demande :



Un seul des parents peut percevoir l'allocation, y compris en cas de séparation ou de résidence alternée.

Documents à joindre à votre déclaration

Vous devez joindre les documents demandés dans le tableau ci-dessous (vous pouvez être concerné par plusieurs rubriques).
La Caf ou la MSA est susceptible de vous demander des documents complémentaires.

Dans tous les cas	<ul style="list-style-type: none"> • un relevé d'identité bancaire (avec code BIC - IBAN) ; • la déclaration de ressources jointe à remplir pour déterminer le montant de l'allocation demandée.
Si vous ou votre conjoint, concubin ou pacsé êtes en chômage partiel	<ul style="list-style-type: none"> • l'attestation de l'employeur ou la photocopie des bulletins de salaires des mois concernés.
Si vous ou votre conjoint, concubin ou pacsé êtes au chômage et relevez d'un autre organisme que Pôle Emploi	<ul style="list-style-type: none"> • la photocopie de la notification d'attribution ou de refus d'allocation.
Si vous ou votre conjoint, concubin ou pacsé êtes pensionné de plusieurs régimes à la fois (général, agricole...) ou d'un pays étranger	<ul style="list-style-type: none"> • la photocopie des notifications d'attribution de chacune des pensions (retraite de base et invalidité), y compris de réversion.
Si vous, une personne de votre foyer ou votre enfant décédé êtes de nationalité étrangère né hors de France	<ul style="list-style-type: none"> • la photocopie recto-verso de la carte d'identité ou du passeport ou du titre de séjour** en cours de validité ou visa long séjour valant titre de séjour ou, en l'absence d'un de ces documents, carte de ressortissant d'un état de l'UE ou de l'EEE* ou carte du combattant (avec photo) ou livret de circulation.
Si vous êtes de nationalité étrangère autre que UE, EEE* ou Suisse	<ul style="list-style-type: none"> • pour vous : la photocopie de votre titre ou document de séjour** en cours de validité ; • et, pour vos enfants mineurs (y compris votre enfant décédé) s'ils sont nés à l'étranger : la photocopie du certificat de l'Ofii (ex. Anaem) délivré dans le cadre du regroupement familial ou du visa délivré par l'autorité consulaire et comportant le nom de l'enfant si un parent a un titre de séjour avec la mention « Scientifique » ou attestation préfectorale certifiant la régularité du séjour de l'enfant dont un parent est détenteur d'une carte de séjour temporaire avec la mention « Vie privée et familiale » attribuée au titre d'une régularisation exceptionnelle.
Si vous êtes demandeur d'asile, réfugié, apatride ou bénéficiaire d'une protection subsidiaire	<ul style="list-style-type: none"> • pour vous : la photocopie lisible de votre titre de séjour** en cours de validité ou récépissé constatant l'admission en France au titre de l'asile ou récépissé constatant la reconnaissance d'une protection internationale avec la décision de l'Ofpra ou de la Cour nationale du Droit d'asile précisant le type de protection accordée ; • et, pour vous et votre conjoint : la photocopie lisible d'un acte de naissance ou, en l'absence de ce document, du document d'état civil établi par l'Ofpra ; • pour les enfants à votre charge (y compris l'enfant décédé) : la photocopie lisible d'un acte de naissance ou, en l'absence de ce document, la photocopie du livret de famille ou du document d'état civil établi par l'Ofpra.

* Les pays de l'Union européenne (UE) et de l'Espace économique européen (EEE)

Allemagne – Autriche – Belgique – Bulgarie – Chypre – Croatie – Danemark – Espagne – Estonie – Finlande – France – Grèce – Hongrie – Irlande – Islande – Italie – Lettonie – Liechtenstein – Lituanie – Luxembourg – Malte – Norvège – Pays Bas – Pologne – Portugal – République Tchèque – Roumanie – Slovaquie – Slovénie – Suède.

** La Caf/MSA vérifie les documents transmis auprès des services du Ministère de l'Intérieur.

Emplacement réservé

Date de la demande :





Ressources de l'année 2019

Déclarez SANS LES CENTIMES tous les revenus perçus en France, hors de France ou versés par une organisation internationale
(article R.532-3, R. 831-6 et D. 542-10 du code de la Sécurité sociale et R. 351-5 du code de la Construction et de l'habitation).

Numéro d'allocataire : _____

N° de Sécurité sociale : _____

(de l'allocataire)

Nom, prénom : _____

Adresse : _____

1 PERSONNES DONT LES RESSOURCES SONT À DÉCLARER	Vous	Votre conjoint, concubin ou pacsé	Enfant ou autre personne
Nom	_____	_____	_____
Prénom	_____	_____	_____
Date de naissance	_____	_____	_____
ABSENCE DE RESSOURCES EN 2019 cochez la case	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2 SALAIRES ET ASSIMILÉS			
• traitement, salaires, heures supplémentaires et indemnités journalières de Sécurité sociale (maladie, maternité, paternité, adoption, fraction imposable d'accident du travail ou de maladie professionnelle)	_____ €	_____ €	_____ €
• frais réels déductibles	_____ €	_____ €	_____ €
3 INDEMNITÉS JOURNALIÈRES D'ACCIDENT DU TRAVAIL OU DE MALADIE PROFESSIONNELLE (fraction non imposable)	_____ €	_____ €	_____ €
4 ALLOCATIONS DE CHÔMAGE, PRÉRETRAITES ET AUTES REVENUS IMPOSABLES	_____ €	_____ €	_____ €
5 REVENUS PROFESSIONNELS DES NON SALARIÉS (Bic - Bnc - Ba - Micro Bic, Micro Bnc, Micro Ba)			
• adhérent d'un centre de gestion agréé, ou « régime micro » ou Auto-entrepreneur/Micro-entrepreneur	_____ €	_____ €	_____ €
• non adhérent d'un centre de gestion agréé	_____ €	_____ €	_____ €
6 DÉFICITS DE L'ANNÉE 2019			
• professionnels	_____ €	_____ €	_____ €
• fonciers	_____ €	_____ €	_____ €
7 RETRAITES, PENSIONS ET RENTES IMPOSABLES (les Allocations supplémentaires vieillesse ou invalidité et l'Allocation de solidarité aux personnes âgées ne sont pas à déclarer)	_____ €	_____ €	_____ €
8 PENSIONS ALIMENTAIRES REÇUES	_____ €	_____ €	_____ €
9 AUTRES REVENUS			
• revenus fonciers	_____ €	_____ €	_____ €
• contrat d'épargne-handicap	_____ €	_____ €	_____ €
• autres	_____ €	_____ €	_____ €
10 CHARGES DÉDUCTIBLES			
• pensions alimentaires versées	_____ €	_____ €	_____ €
• Csg déductible sur les revenus du patrimoine	_____ €	_____ €	_____ €
• épargne retraite et cotisations volontaires de Sécurité sociale	_____ €	_____ €	_____ €

Je certifie sur l'honneur l'exactitude de cette déclaration. Je prends connaissance que ma Caisse peut vérifier les montants déclarés. Je m'engage à signaler immédiatement à ma Caisse tout changement intervenant dans ma situation.

Signature obligatoire

Le : _____

La Caf vérifie l'exactitude des déclarations (Article L.114-19 du code de la Sécurité sociale). La loi punit quiconque se rend coupable de fraude ou de fausse déclaration (Articles L. 114-9 - dépôt de plainte de la Caisse pouvant aboutir à : travail d'intérêt général, amende ou peine de prison. L. 114-17 du code de la Sécurité sociale - prononcé de pénalités - articles 313-1 à 313-3, 441-1 et 441-6 du code Pénal).

S 7123 n

Emplacement réservé

NOTICE pour remplir votre Déclaration de ressources 2019

- 1** Vous devez déclarer tous vos revenus imposables perçus en France en 2019 et certains revenus non imposables (rubrique 3 de la grille au recto), ainsi que ceux de votre conjoint, concubin ou partenaire lié par un pacte civil de solidarité (Pacs)
- Si vous avez perçu des revenus à l'étranger ou versés par une organisation internationale, vous devez les ajouter à ceux perçus en France dans les rubriques 2 à 9.
 - Si vous avez payé des frais de tutelle ou de curatelle, vous devez les déduire des revenus à déclarer dans les rubriques 2 à 5 et 7 à 9.
 - Si vous avez racheté des trimestres pour la retraite, dans la limite de 12, vous devez déduire les sommes payées à ce titre des montants des revenus à déclarer dans les rubriques 2 ou 7.

- 2 Salaires** avant abattement fiscal de 10 %
- Sont inclus dans les salaires : les heures supplémentaires, les congés payés et la partie imposable des indemnités de licenciement. Sont également assimilés à des salaires : les traitements, les revenus de stages imposables, de contrats aidés, de Contrat unique d'insertion (Cui), de Contrat à durée déterminée d'insertion (Cddi), de Contrats de professionnalisation, l'Aide différentielle au reclassement (Adr), les compléments, notamment familiaux pour les organisations internationales, les rémunérations des gérants et associés (article 62 du Code général des impôts), les avantages en nature, la partie imposable des ressources pour les apprentis sous contrat, pour les assistantes maternelles et familiales et pour les étudiants de moins de 25 ans pour l'activité exercée pendant leurs études, la rémunération garantie des travailleurs handicapés, les bourses d'études et de recherche imposables.
 - Indemnités journalières imposables, de maladie, maternité, paternité, adoption et fraction imposable des indemnités journalières d'accident du travail ou de maladie professionnelle, versées par votre organisme d'assurance maladie.
 - Les frais réels déductibles correspondent au montant déclaré aux Impôts.

- 4 Allocations de chômage, préretraites et autres revenus imposables** avant abattement fiscal
- Allocations de chômage partiel ou total versées par Pôle emploi, allocations spécifiques de reclassement (Asr), allocations de formation-reclassement (Aref), allocations formation de fin de stage (Affs) ou rémunérations des stagiaires du public (Rsp), allocation différentielle perçue au titre du Fonds de solidarité des anciens combattants d'Afrique du Nord et allocation équivalent retraite (Aer), Allocation de sécurisation professionnelle (Asp).
 - Allocations de préretraite totale, préretraite progressive, allocations de chômage du Fonds national de l'emploi versées par Pôle emploi, allocations de remplacement pour l'emploi (Arpe) ou pour cessation anticipée d'activité (Cats), préretraite amiante, congés de fin d'activité du secteur public.
 - Les indemnités versées aux élus locaux.

- 5 Revenus des professions non salariées** sans déduire les déficits des années antérieures
- Bénéfices industriels ou commerciaux (Bic), bénéfices non commerciaux (Bnc), bénéfices agricoles (Ba).
 - Micro Bic, micro Bnc, micro Ba et plus-values à court terme (après déduction des abattements fiscaux forfaitaires).
 - Auto-entrepreneurs/Micro-entrepreneurs (y compris ceux ayant opté pour le versement libératoire) : Chiffre d'affaires ou recettes après déduction des abattements fiscaux applicables au régime « Micro ».

Attention ! Vous avez une ligne spéciale pour déclarer vos revenus si vous êtes adhérent d'un centre de gestion agréé ou auto-entrepreneur/micro-entrepreneur, ou dépendez du régime micro, et une autre ligne pour vos bénéfices si vous n'êtes pas adhérent d'un centre de gestion agréé.

- 6 Déficit professionnels ou fonciers** sans reporter les déficits des années antérieures
- Déficit de l'année 2019 uniquement : déficits professionnels -montants réels- (travailleurs indépendants) ou déficits fonciers, montants limités à 10 700 euros ou 15 300 euros si amortissement Perissol.

- 7 Retraites, pensions et rentes imposables** avant abattement fiscal
- Toutes pensions et rentes imposables reçues en 2019, y compris les majorations de pension ou de retraite pour charges de famille et l'allocation de préparation à la retraite perçue au titre du Fonds de solidarité des anciens combattants d'Afrique du Nord.

- 8 Pensions alimentaires reçues** avant abattement fiscal
- Toutes les pensions alimentaires reçues en 2019.

- 9 Autres revenus** après abattements fiscaux sans déduire les crédits d'impôts, les déficits et les pertes des années antérieures
- Revenus fonciers (revenus de biens immobiliers), micro fonciers (après déduction de l'abattement fiscal forfaitaire).
 - Rentes des contrats d'épargne-handicap souscrits par vous-même. Ne déclarez pas la rente-survie souscrite par votre famille en votre faveur.
 - Autres : - revenus des capitaux et des valeurs mobilières (actions, obligations...) après abattement ;
 - revenus soumis à prélèvement libératoire sans déduire le montant de l'impôt ;
 - plus-values et gains divers taxés à un taux forfaitaire, y compris les plus-values de cession des professions non salariées ;
 - rentes viagères à titre onéreux ;
 - revenus des locations meublées non professionnels, autres revenus industriels et commerciaux non professionnels, revenus non commerciaux non professionnels (ces sommes sont à majorer de 25 % si vous vous êtes soumis au régime du bénéfice réel ou de la déclaration contrôlée et que vous ne faites pas appel à un organisme de gestion agréé).

- 10 Charges déductibles**
- Pensions alimentaires versées. Lorsque les montants font suite à une décision de justice intervenue avant le 1^{er} janvier 2006, précisez-le sur papier libre.
Ne déclarez pas celles versées aux enfants majeurs pour lesquels vous recevez des prestations, ni les prestations compensatoires versées sous forme de capital et sur une période inférieure ou égale à 12 mois.
 - Csg déductible sur les revenus du patrimoine.
 - Plans d'épargne retraite (Perp, Préfon...), cotisations volontaires de Sécurité sociale y compris cotisations de rachat au titre de la retraite pour les personnes ne percevant ni salaires ni pensions.

Attention ! Si vous êtes dans un des cas suivants merci de nous adresser par courrier séparé une copie de votre carte ou de la notification de votre pension :

- vous avez une carte d'invalidité ou une carte mobilité inclusion portant la mention « invalidité »,
- vous êtes titulaire d'une pension militaire d'invalidité d'au moins 40 %, ou d'une pension d'invalidité pour accident de travail d'au moins 40 %.